

schlägt, ernst zu nehmen und zu verfolgen, sodass das gleiche Rentenalter für Frau und Mann gelegentlich einmal eine Tatsache wird.

*Zurückgezogen – Retiré*

04.489

**Parlamentarische Initiative  
Teuscher Franziska.  
Rahmengesetz  
für den Klimaschutz  
Initiative parlementaire  
Teuscher Franziska.  
Une loi-cadre pour anticiper  
les changements climatiques**

*Vorprüfung – Examen préalable*

Einreichungsdatum 16.12.04

Date de dépôt 16.12.04

Bericht UREK-NR 21.11.05

Rapport CEATE-CN 21.11.05

Nationalrat/Conseil national 13.06.06 (Vorprüfung – Examen préalable)

*Antrag der Mehrheit*

Der Initiative keine Folge geben

*Antrag der Minderheit*

(Menétrey-Savary, Bäumle, Marty Kälin, Nordmann, Schenker Silvia, Wyss)

Der Initiative Folge geben

*Proposition de la majorité*

Ne pas donner suite à l'initiative

*Proposition de la minorité*

(Menétrey-Savary, Bäumle, Marty Kälin, Nordmann, Schenker Silvia, Wyss)

Donner suite à l'initiative

**Steiner** Rudolf (RL, SO), für die Kommission: Die Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie beantragt Ihnen mit 14 zu 8 Stimmen, der parlamentarischen Initiative Teuscher keine Folge zu geben. Die Minderheit von acht Mitgliedern hat die Überlegungen der Initiantin übernommen, es sind dies im Wesentlichen die folgenden: dass der feststellbare Klimawandel vom Menschen verursacht ist; Hitze und Dürre einerseits, Hochwasser und Erdbeben andererseits, die zu Schäden im Bereich von mehreren Milliarden Franken führen; die bisher getroffenen Massnahmen, die ungenügend erscheinen, um dem Einhalt zu gebieten; und schliesslich die Tatsache, dass der CO<sub>2</sub>-Ausstoss auch in der Schweiz immer noch zunimmt statt abnimmt. Um das nötige Gegensteuer zu geben, benötigen wir nach Meinung der Minderheit der Kommission ein Rahmengesetz, das für alle Politikbereiche Klimaziele und für alle relevanten Bereiche die Klimaverträglichkeit definiert und regelt. Denkbare Massnahmen wären nach Meinung der Minderheit unter anderem eine ökologische Steuerreform, Verbrauchsvorschriften, Informationsoffensiven, Förderungsprogramme und der Handel mit Emissionszertifikaten.

Die Mehrheit der Kommission war nach Anhörung der Verwaltung überzeugt, dass eine Verbesserung einzig durch die bestehenden Vorschriften und nicht durch neue Gesetze erreicht werden kann. Sie war auch überzeugt, dass die nötigen Instrumente vorhanden sind, unter anderem die folgenden: das CO<sub>2</sub>-Gesetz, mit dem die Reduktion im CO<sub>2</sub>-Bereich erreicht werden kann; die kantonalen Aktivitäten im Gebäudebereich mit einem von der Energiedirektorenkonferenz erarbeiteten standardisierten Energiegesetz; die freiwillige

Abmachung der Autoimporteure mit dem UVEK, die zu einer Treibstoffreduktion von 3 Prozent pro Jahr führen soll; das Deponieverbot mit der damit verbundenen Reduktion von Methanol; die Reduktion von Methan und Lachgas dank integrierter und biologischer Landwirtschaft. Nach Meinung der Mehrheit der Kommission kommt hinzu, dass die Schweiz auf einem hohen Standard reduzieren muss bzw. dass das Sparpotenzial relativ klein ist, da sie beispielsweise keine Braunkohlekraftwerke hat, mit deren Stilllegung markante Emissionsreduktionen erzielt werden könnten. Aufgrund dieser Überlegungen beantrage ich Ihnen im Namen der Kommission – bei einem Stimmenverhältnis von 14 zu 8 –, der parlamentarischen Initiative Teuscher keine Folge zu geben.

**Reymond** André (V, GE), pour la commission: La commission s'est réunie le 26 avril 2005 et a procédé à l'examen préalable de l'initiative parlementaire Teuscher «Une loi-cadre pour anticiper les changements climatiques».

L'auteur de l'initiative propose des mesures supplémentaires dans divers domaines, dont l'environnement. Il n'est pas possible d'enrayer à court terme les changements climatiques. Il ne faut pas se limiter à la seule problématique du CO<sub>2</sub>. Le désir serait de créer, dans le cadre d'une nouvelle loi, un observatoire climatique en Suisse. Dans le cadre de l'aménagement du territoire, ce n'est pas seulement avec une loi sur le CO<sub>2</sub> que le problème sera réglé. En commission, on a mentionné le fait que le Protocole de Kyoto ne sauvera pas le climat, car les émissions de gaz à effet de serre continueront d'augmenter. Néanmoins, avec les conventions visant la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, 45 groupes d'entreprises, rappelons-le, ont répondu favorablement à l'Agence de l'énergie pour l'économie.

La majorité de la commission pense qu'avec les mesures proposées actuellement et les nouvelles technologies qui se mettent en place, il serait malvenu d'élaborer aujourd'hui une loi-cadre. Rappelons que l'initiative parlementaire désire définir et réglementer les objectifs et les limites visant à la protection du climat pour tous les domaines concernés, notamment la circulation, y compris aérienne, l'aménagement du territoire, le génie civil, l'énergie et l'agriculture.

Une minorité de la commission, qui a rappelé que les changements climatiques et la chaleur étaient dus à l'homme, propose de donner suite à cette initiative.

La commission propose, par 14 voix contre 8, de ne pas anticiper les changements climatiques par une loi-cadre et de ne pas donner suite à cette initiative parlementaire.

**Menétrey-Savary** Anne-Catherine (G, VD): Les changements climatiques constituent une préoccupation majeure car ils peuvent être synonymes de toute une ribambelle de catastrophes dont le coût est évalué en milliards de dollars. Aujourd'hui, on a déjà de la peine à réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 10 pour cent, mais c'est de 80 pour cent qu'il faudra les réduire d'ici la fin du siècle. Et pourtant, maintenant, on continue à se disputer pour savoir s'il faut taxer le mazout à deux ou à dix centimes par litre et ça, c'est totalement dérisoire! Notre politique climatique est faite de petits progrès et de grandes lâchetés.

Quel est l'enjeu de l'initiative parlementaire Teuscher? Ce n'est certainement pas de culpabiliser tout le monde et de prêcher pour un monde meilleur. Comme il a été dit en commission, au niveau des constats et des faits, cette initiative n'apporte rien de nouveau. La question qu'elle pose se situe plutôt dans les moyens qu'on entend mettre à disposition pour conduire une politique climatique cohérente. Je dois dire que nous en avons assez des demi-mesures et des politesses qui consistent à ménager la chèvre et le chou. Les mesures volontaires ont représenté des efforts utiles; elles ont apporté des changements bénéfiques, mais elles atteignent aujourd'hui leur limite.

L'initiative réclame une loi-cadre, et la minorité pense que c'est le seul moyen non seulement pour «protéger le climat», comme le dit le titre de l'initiative en allemand, mais surtout pour «anticiper les changements», comme le dit le titre en

français. Il ne s'agit pas de multiplier les directives, de boursoffler encore davantage l'appareil administratif; il s'agit avant tout de prévoir, d'analyser, de coordonner, d'imposer aussi là où c'est nécessaire. La politique climatique a deux aspects: l'action sur les causes des changements et les mesures d'adaptation aux changements.

Quelle base légale avons-nous aujourd'hui à disposition pour conduire une politique climatique?

Principalement, on l'a dit, la loi sur le CO<sub>2</sub>, un peu la loi sur l'énergie et, sur le plan international, le Protocole de Kyoto. Mais tout le reste est réparti dans une multitude d'autres lois sans références directes aux changements climatiques. Or, je l'ai dit, notre politique climatique est une politique pour les cent prochaines années et au-delà, si notre planète veut bien continuer à tourner. Qui va décider par exemple si nous devons envisager de cultiver plutôt l'olivier que le colza, plutôt le riz que le blé? Comment vont se prendre les mesures pour préserver la santé des habitants contre le risque de paludisme? Qui va donner à l'industrie touristique les moyens de sa reconversion? Comment faire face à la disparition d'espèces vivantes? Comment organiser l'aménagement du territoire et les constructions dans les zones à risques? Quels seront les systèmes d'alerte à généraliser? Comment va évoluer la mobilité? Avec quels moyens de transport? Qui va payer pour les reconversions agricoles peut-être nécessaires? Comment va-t-on gérer l'eau des barrages pour produire de l'électricité? Quel accueil devons-nous accorder aux réfugiés du climat qui, selon certaines estimations pourraient représenter quelque 150 millions de personnes? Aucune de ces questions ne trouve actuellement sa réponse dans une loi ou dans un document d'ensemble.

Il y a énormément de choses qu'on ignore encore concernant les répercussions des changements climatiques. La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie a pu s'en rendre compte en entendant récemment des experts et des spécialistes de ce domaine. Parmi eux, il y avait des assureurs; ce sont les seuls qui amènent des certitudes. Eux disent qu'ils peuvent payer. «Les modélisations laissent apparaître un potentiel de sinistres bien plus élevé encore», c'est ça que la Mobilière Suisse l'affirmait. Comme c'est rassurant! On peut donc laisser aller, laisser faire, laisser venir, les assurances paieront. La minorité de la commission s'oppose à ce défaitisme. Elle préfère anticiper et agir sur les causes. Pour cela il faut une loi et c'est pourquoi nous vous recommandons d'adopter l'initiative parlementaire Teuscher.

**Teuscher Franziska (G, BE):** Ich freue mich, dass wir heute im Parlament über den Klimaschutz diskutieren können. Ich möchte mit meiner parlamentarischen Initiative erreichen, dass wir Klimaziele und Klimaverträglichkeit für alle unsere relevanten Bereiche festlegen, und zwar über das Jahr 2010 hinaus. Es geht dabei um verschiedene Bereiche, die wesentlich sein werden: Verkehr, Raumplanung, Bauwesen, Energie, Landwirtschaft, Aussenpolitik, Entwicklungszusammenarbeit. Deshalb bin ich mit der Analyse von Herrn Reymond, dem Kommissionssprecher, nicht ganz einverstanden, wenn er sagt, diese parlamentarische Initiative möchte im Umweltbereich zusätzliche Instrumente schaffen. Ich denke, dass es gerade nicht primär der Umweltbereich ist, den ich mit meiner Initiative anvisiere, sondern es sind all die anderen Bereiche, die von einer Klimaerwärmung betroffen sind. Anne-Catherine Menétrey hat vorhin den wichtigen Bereich der Migration erwähnt. Heute haben wir überhaupt keine Vorstellungen, was wir alles machen, wenn die Klimaerwärmung zunimmt und all diese Leute wegen dieser Klimaerwärmung auf der Flucht sind.

Es ist in unser aller Interesse, wenn wir heute ein Gesetzesprojekt zum Klimaschutz einleiten, um dann nach 2010 nicht mit leeren Händen dazustehen. Sie alle kennen die Debatte um das CO<sub>2</sub>-Gesetz; wir werden nächste Woche darauf zurückkommen. Das CO<sub>2</sub>-Gesetz ist ein gutes Lehrstück dafür, dass wir besser heute Massnahmen, Gesetzesanpassungen, diskutieren und damit nicht noch länger zuwarten. Die parlamentarische Debatte über das CO<sub>2</sub>-Gesetz hat

1996/97 begonnen. Wir sind im Jahr 2006, wir haben das Gesetz immer noch nicht umgesetzt. Wenn es gut kommt, werden wir das Gesetz etwa zehn bis zwölf Jahre nach der Erarbeitung umgesetzt haben. Dies muss uns eine Lehre sein. Wir müssen uns heute Überlegungen machen, was wir in ein Rahmengesetz hineinschreiben müssen, wenn wir die Folgen des Klimawandels ernst nehmen.

Bei der Ratifizierung des Kyoto-Protokolls waren sich alle beteiligten Partner einig, dass die dort festgelegten Ziele, welche die Schweiz mit der Ratifizierung erreichen muss, nicht genügen, um den Klimawandel aufzuhalten. Der Klimawandel ist von Menschen gemacht, folglich können auch Menschen dieses Problem lösen, wenn sie dazu bereit sind. Ich möchte dieses Problem lösen. Deshalb beantrage ich Ihnen heute, meiner parlamentarischen Initiative Folge zu geben.

Die Kosten der Folgen des Klimawandels steigen ins Astronomische. Unsere Alpenregion ist besonders davon betroffen, weil Murgänge und Überschwemmungen zunehmen werden. Dadurch können ganze Täler verwüstet und ganze Dörfer unbewohnbar werden. Laut einem Bericht des Deutschen Institutes für Wirtschaftsforschung verursacht eine Erwärmung um global 1 Grad im Jahr 2050 Schäden von bis zu 2000 Milliarden Dollar. Das ist eine Zahl, die ich mir nicht vorstellen kann. Das Bundesamt für Energie rechnet für die Schweiz mit ungedeckten Kosten des Energieverbrauchs von 11 bis 16 Milliarden Franken. Diese Zahlen zeigen all denjenigen, die hier drinnen immer wieder über Finanzen, Nachhaltigkeit und gut investiertes Geld sprechen, dass hier dringend Handeln angesagt ist. Sonst müssen wir je länger, je mehr von unseren beschränkten Staatsfinanzen darauf verwenden, Massnahmen zu bezahlen, um Schäden zu beheben, die durch den Klimawandel verursacht werden.

Das Klimageld ist also doppelt gut investiert. Erstens müssen unsere Kinder nicht Klimaschäden beheben und Versicherungsleistungen bezahlen. Zweitens können wir auch unseren Kindern einen Lebensraum zur Verfügung stellen, der im Einklang mit dem Klima steht. Klimaschutz hat aus meiner Sicht auch etwas Gutes an sich, denn alle können handeln, wenn sie wollen: der Staat, die Wirtschaft, die Individuen.

Ich bitte Sie daher, meiner parlamentarischen Initiative Folge zu geben. Sie hat zur Folge, dass wir uns überlegen, in welchen Bereichen Klimaschutzmassnahmen nötig sind, damit wir die Klimaerwärmung nicht aufhalten, aber doch immerhin etwas abmildern können. Dagegen kann doch niemand etwas haben.

**Siegrist Ulrich (–, AG):** Frau Teuscher, bei sehr viel Zustimmung zu dem, was Sie inhaltlich zum ganzen Anliegen darlegen, muss ich Sie doch fragen, weshalb Sie jetzt in Ihrer Begründung zwar für eine umfassende Klimapolitik sprechen, dagegen in Ihrem Vorstoss ein umfassendes Klimagesetz als Querschnittsgesetz – als Rahmengesetz zwar, aber quer durch alle Bereiche hindurch bis hin zur Migrationspolitik – verlangen. Warum sagen Sie nicht, welches die Vorteile eines solchen Querschnittsgesetzes gegenüber Legislation in den Teilbereichen sein sollten?

**Teuscher Franziska (G, BE):** Die Vorteile eines Querschnittsgesetzes sind eben, dass wir in allen Bereichen anschauen, welche Massnahmen wir für den Klimaschutz ergreifen können. Ich bin überzeugt, es genügt nicht, wenn wir, wie wir das bis anhin gemacht haben, nur auf den Energiebereich fokussieren. Wir müssen alle Politikbereiche anschauen – ist das Migration, ist das Raumplanung, ist das Entwicklungszusammenarbeit? – und hier Massnahmen festlegen, um die Klimaerwärmung abschwächen zu können.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 04.489/3366)

Für Folgegeben .... 69 Stimmen

Dagegen .... 105 Stimmen